TL 491

association de solidarité avec timor oriental

TIMOR INFORMATIONS

Association, Loi de 1901, Fondée en 1976 **B.P. 59 75921 PARIS CEDEX 19**

à

Monsieur le Président SUHARTO

Paris, le 25 novembre 1992

Monsieur le Président,

Vous terminez aujourd'hui votre première visite officielle en France depuis votre prise de pouvoir en 1965.

Vous êtes d'autre part le nouveau Président du Mouvement des non-alignés.

Nous suivons avec attention, depuis son invasion par vos troupes en 1975, la situation dans le territoire du Timor-Oriental dont la puissance administrante est toujours, selon l'Organisation des Nations Unies, le Portugal.

Depuis le massacre de Dili perpétré par l'armée indonésienne il y a un an, de très nombreuses arrestations de timorais ont eu lieu. Ces rafles rappellent celles que la France a connu pendant la seconde guerre mondiale sous l'occupation nazie.

Des "procès" se sont déroulés dans des conditions non conformes au droit international.

Vos soldats et miliciens ont arrêté il y a quelques jours le Chef de la Résistance du Peuple Maubere, M. Xanana Gusmao. Vos subordonnés ont déclaré qu'il allait subir un "interrogatoire intensif".

Vous avez connu pareille situation lorsque, dans les années quarante, vous vous battiez contre votre colonisateur d'alors.

Nous comprenons mal votre attitude aujourd'hui.

En effet, votre diplomatie se réclame très souvent de "Bandoeng", la célèbre conférence des nations afro-asiatiques qui s'est tenue dans votre pays du 18 au 24 avril 1955.

Dans le communiqué final vous avez, avec les autres participants, déclaré: "appuyer totalement les principes fondamentaux

.../...

.../...

des droits de l'Homme tels qu'ils sont définis par la Charte des Nations Unies et prendre en considération la Déclaration Universelle des droits de l'Homme (adoptée à Paris en 1948) comme un but commun vers lequel doivent tendre tous les peuples et toutes les nations".

Vous étiez aussi d'accord pour déclarer que "la question des peuples soumis à l'assujetissement à l'étranger, à sa domination et à son exploitation, constitue une négation des droits fondamentaux de l'Homme".

Or, vous le savez, vos dernières déclarations le prouvent: vous maintenez sous votre domination un peuple qui n'a jamais pu exercer son droit à l'autodétermination.

Nous comprenons mal ce double langage. Nous souhaitons très fermement, sans nous ingérer dans vos affaires intérieures, que votre pays retrouve la ligne de Bandoeng.

Monsieur le Président,

Nous vous demandons:

1°) d'arrêter ces arrestations arbitraires de timorais,

2°) de libérer M. Xanana Gusmao, et tous les prisonniers politiques,

3°) de réouvrir le territoire, fermé aux journalistes, aux organisations humanitaires et à la plupart des étrangers depuis de longs mois,

4°) de retirer vos troupes d'occupation du Timor-Oriental,

5°) de permettre au peuple timorais de s'autodéterminer librement, sous le contrôle des Nations Unies.

L'Indonésie y gagnerait en crédibilité.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour l'Association de Solidarité avec Timor-Oriental,
Le Président,

Michel ROBERT